

**SUJET :** *Analysez les effets du progrès technique sur l'emploi*

**DOCUMENT 1**

« La technologie est fréquemment désignée dans le grand public comme une force destructrice d'emplois. Le mouvement ouvrier a une longue tradition de lutte contre la machine. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les *luddites* en Grande-Bretagne et les canuts en France détruisaient les métiers à tisser mécaniques que les patrons de l'industrie textile voulaient installer pour les remplacer. Les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont vu se multiplier les suppressions de postes et les compressions d'emploi, dans les industries sidérurgique ou automobile par exemple, du fait de la modernisation. Dans le contexte de chômage élevé en Europe dans les années quatre-vingt-dix, certains auteurs ont annoncé la « fin du travail », lequel serait progressivement rendu inutile à la production par l'efficacité toujours plus grande de la technologie.

Le fondement économique de cette thèse est la « théorie technologique du chômage ». Pour un niveau donné de la production, une augmentation de la productivité telle que l'engendre le progrès technique réduit l'emploi disponible.

Certains économistes ont proposé un raisonnement plus sophistiqué. L'innovation de procédé (ou innovation technique), en augmentant la productivité, réduit l'emploi. Mais l'innovation de produit a un effet inverse : les produits nouveaux suscitent une demande nouvelle, qui amène les firmes à accroître leur production et donc à embaucher. Dans ce cadre, les fluctuations du chômage au cours du temps sont vues comme résultant des effets opposés des deux types d'innovations. Les périodes dominées par l'innovation de procédé (comme la période actuelle avec l'informatique et les robots) engendrent mécaniquement le chômage, tandis que celles où domine l'innovation de produit (les « trente glorieuses » avec l'automobile, l'électroménager) engendrent de l'emploi »

Dominique Guellec, *Economie de l'innovation*, Editions La Découverte, 1999, pp77/78

**DOCUMENT 2**

« L'économie américaine se situe-t-elle dans une nouvelle phase de croissance durable engendrée par les nouvelles technologies? Les défenseurs de la thèse de la *new economy* américaine insistent sur le rôle des nouvelles technologies dans la troisième révolution industrielle. Ils affirment que les technologies de l'information et de la communication vont bouleverser les structures économiques dans le prochain millénaire, comme ce fut le cas au XVIII<sup>ème</sup> siècle avec la machine à vapeur.

Leur principale argumentation est fondée sur le fait que l'innovation permet de renouer avec les gains de productivité, et de ce fait avec la croissance. La diffusion massive des nouvelles technologies permettrait la multiplication d'innovations secondaires et conduirait à une augmentation des gains de productivité. Ces gains de productivité favoriseraient à leur tour une croissance durable et sans inflation. Cette thèse des experts économiques repose sur les observations statistiques de l'économie américaine en matière de taux de croissance et d'emploi.

Plus précisément, la troisième révolution industrielle s'appuierait sur les technologies de l'information et en particulier sur l'application des innovations apparues dans les domaines du traitement de l'information.

Entre 1985 et 1997, les États-Unis ont créé 22 millions d'emplois. Cette période coïncide avec l'expansion effrénée des technologies d'information et des télécommunications »

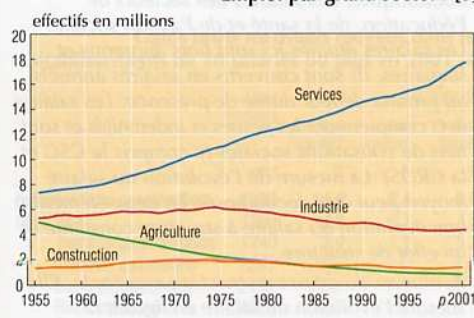
Jean-hervé Lorenzi, « Economie et innovation », in *L'économie, le travail, l'entreprise*, Editions Odile Jacob, janvier 2002, p32

**DOCUMENT 3**

C'EST un dessin humoristique publié il y a quelques semaines dans le journal américain *Boston Globe*. Titré « Les économistes se demandent pourquoi l'informatique n'a pas fait décoller la productivité », on y voit quatre employés installés à leur bureau, occupés à travailler sur leur ordinateur. Le premier télécharge la nouvelle version du jeu *Space Combat*, le deuxième envoie un e-mail à un ancien flirt d'université, le troisième fait les soldes sur Internet, le quatrième consulte un site érotique. Dès 1987, le Prix Nobel d'économie américain Robert Solow avait remis en cause, de façon plus sérieuse et plus théorique, les liens entre développement de l'informatique et gains de productivité. « *Les ordinateurs sont partout, sauf dans les statistiques de productivité de la comptabilité nationale* », avait-il affirmé.

Pierre-Antoine Delhommais, « Nouvelle économie : le défi de la productivité », *Le Monde*, 11/08/2000

#### DOCUMENT 4



TEF 2003/2004

#### DOCUMENT 5

« Cependant, l'impact positif du progrès technique sur l'emploi suppose qu'il existe une parfaite mobilité du facteur de production travail, tant professionnelle que géographique. Ce n'est qu'à cette condition que ceux qui ont perdu leur emploi dans un secteur peuvent postuler aux emplois nouvellement créés.

Or, cette mobilité est en partie illusoire, car les qualifications nécessaires à l'obtention de ces nouveaux emplois ne correspondent pas le plus souvent à celles des travailleurs venant de perdre leur emploi. Le « chômage technologique » résulte de cet écart entre les qualifications. Le développement de nouveaux emplois liés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication risque d'accroître ce type de chômage, car ce sont pour la plupart des emplois qualifiés.

Pour éviter cette exclusion, l'Etat, mais aussi dans une certaine mesure les entreprises, doivent mettre en place un programme de formation continue du personnel afin d'adapter les qualifications des travailleurs aux nouveaux besoins générés par l'émergence des nouveaux emplois. Sans cela, la « troisième révolution technologique » pourrait bien entraîner l'accroissement du nombre d'exclus »

Nathan 2002

#### DOCUMENT 6

Taux de croissance annuel moyen, en %

	1950-1973	1973-1979	1979-1990	1990-1997	1997-2000
<i>Croissance du PIB</i>					
France	5,0	2,8	2,2	1,4	3,0
UE	4,8	2,4	2,3	1,7	3,0
États-Unis	3,6	2,6	2,6	2,3	3,9
<i>Croissance de la productivité du travail</i>					
France	5,0	2,6	2,1	1,3	1,4
UE	4,5	2,7	1,9	0,9	1,1
États-Unis	2,5	0,7	1,1	1,4	2,9

Sources : OCDE *MEI Economic outlook*, n° 68, décembre 2000 ; *Dynamic Forces in Capitalist Development*, Angus Maddison, 1991.